Niveau(x) d'enseignement: 9 Numéro EDUQ : 9570649
Centre d'intérêt: 914

Institut canadien d'éducation des adultes.

Rapport de la consultation de l'ICEA au sujet de la réflexion sur l'éducation populaire / Institut canadien d'éducation des adultes ; [Monique Ouellette, chargée de projet]. -- Montréal : ICEA, [1980].
19 f. en foliotation multiple ; 28 cm.

Titre de départ.

Descripteur(s): *Education populaire *Besoins de l'enseignant *Formateur *Organisme volontaire *Pratique pédagogique *Education des adultes

En décembre 1979 et février 1980, une consultation a été effectuée par l'Institut canadien d'éducation des adultes auprès d'une quarantaine d'organismes engagés en éducation populaire pour connaître les besoins actuels au niveau de la réflexion sur leurs pratiques éducatives. Le document présente une synthèse des interrogations et des préoccupations soulevées lors de ces différentes rencontres, synthèse qui tente de tenir compte de la diversité des secteurs d'intervention, des populations desservies et des degrés d'enracinement des groupes.

La réflexion collective sur les pratiques d'éducation est un besoin ressenti par la très grande majorité des groupes, l'isolement constituant pour eux un problème majeur. Mais sur quoi cette réflexion doit-elle porter? Quel est l'objectif de l'éducation populaire: mobiliser? faire passer un message? adapter la population à la culture dominante occidentale? Autant de questions qui furent soulevées. On s'interrogea aussi sur les méthodes d'éducation et on déplora la rareté des instruments. Le débat porta aussi sur le rôle des permanents par rapport à la base et par rapport à l'organisme. On discuta du financement et du rapport entre les groupes. On souhaita que l'ICEA fasse connaître les expériences et les démarches de réflexion qui se font dans les diverses régions.

Type de document: r

EDUQ 8570649

INSTITUT CANADIEN
D'EDUCATION
DES ADULTES

506 est, Ste-Catherine
suite 800, Montréal
Québec. 842-2766
H2L 2C7

RAPPORT DE LA CONSULTATION DE L'ICEA AU SUJET DE LA REFLEXION SUR L'EDUCATION POPULAIRE

En décembre 1979, janvier et février 1980, une consultation a été effectuée par l'ICEA auprès d'une quarantaine d'organismes engagés en éducation populaire pour connaître les besoins actuels au niveau de la réflexion sur leurs pratiques éducatives. Cette consultation s'inscrivait dans le cadre du travail de l'Institut dans le domaine et visait à ajuster le mieux possible son rôle de ressource aux besoins réels des groupes. Elle s'est faite à travers des rencontres tenues à Montréal, Québec, Sherbrooke et Hull. Un organisme d'Acadie a également été consulté. (1)

Un document de travail (2) reprenant les éléments de réflexion et les interrogations apportés lors de trois séminaires de l'ICEA et des deux dernières assemblées générales a été envoyé aux participants, préalablement aux rencontres, et les questions suivantes leur étaient posées relativement à leurs pratiques d'éducation populaire, dans une lettre d'accompagnement:

1. quelles interrogations se posent dans les différents secteurs d'intervention (ex. consommation, garderies, etc.) sur vos pratiques d'éducation populaire?

2. sur quels thèmes ou quelles questions est-il important de centrer la réflexion?

3. quels instruments de travail pourraient ou devraient ressortir de cette réflexion pour être ensuite utilisés dans les groupes?

4. quelles suggestions quant à la façon de faire cette démarche de réflexion? Y êtes-vous intéressés vous-mêmes?

.../2

---

(1) Voir la liste des groupes à l'Annexe 1.

(2) Reproduit à l'Annexe 2.

Le texte qui suit présente une synthèse des interrogations et des préoccupations soulevées lors de ces différentes rencontres. Synthèse qu'il n'est pas facile d'élaborer du fait des différences importantes de niveaux de cheminement, certains groupes en étant à leur première expérience de discussion collective sur l'éducation populaire, d'autres ayant pris part à de nombreuses activités de ce genre. La diversité des secteurs d'intervention, des populations desservies, des degrés d'enracinement des groupes, de même que la variété des degrés de formation des permanents et militants sont tous des facteurs dont il faut tenir compte et qui rendent tout effort de synthèse d'autant plus difficile.

1. LE BESOIN DE REFLEXION ET DE FORMATION...

Nous ne croyons trahir la pensée d'aucun groupe ou d'aucun participant aux rencontres en affirmant avoir rencontré partout la nécessité de réfléchir collectivement au travail d'éducation populaire fait par les organismes, la nécessité de discuter avec d'autres groupes des difficultés rencontrées, des instruments utilisés, des acquis et des erreurs, etc. Il y eut même un cas où un des participants, venu à la rencontre sans ressentir cette nécessité, s'est fait interpeller par son camarade du même organisme qui lui a fait prendre conscience que tout n'était pas parfait dans son travail d'éducation puisqu'il y manquait la dimension politique...

Que la réflexion collective sur les pratiques d'éducation soit un besoin ressenti par la très grande majorité des groupes ne fait aucun doute, suite à cette consultation. Ce besoin est ressenti comme une nécessité pour arriver à se recentrer, sans quoi plusieurs risquent de décrocher. On a insisté sur la difficulté de se fixer des objectifs clairs, sur l'importance de confronter les objectifs et les résultats, de connaître les acquis et les erreurs passées, de se ressourcer et de se donner une formation à l'éducation pour en finir avec l'improvisation et le spontanéisme et arriver à une plus grande rigueur dans le travail.

Certains groupes ont d'ores et déjà entrepris une démarche collective systématique de formation (Québec) mais pour la très grande majorité, l'isolement reste très grand et le manque, d'une part, d'instruments d'analyse et d'évaluation, et d'autre part, de ressources humaines pour assister la démarche, rendent difficiles, sinon impossibles, des tentatives en ce sens. Tout en soulignant le besoin de réflexion collective sur l'éducation populaire, certains ont signalé avoir peur de l'entreprendre, précisément pour ces raisons.

.../3

2. REFLEXION... SUR L'EDUCATION POPULAIRE

a) sur quoi?

Une des difficultés de cette réflexion est de savoir justement sur quoi elle doit porter. Où commence et où finit l'éducation populaire? Quelle est son importance? Est-ce un luxe de faire de l'éducation ou est-ce plutôt un luxe de ne pas en faire? Quel en est l'objectif? Mobiliser? Faire passer une ligne, un message? Bâtir une solidarité... de club (pour l'organisme) ou de classe? Adapter la population à la culture dominante occidentale? Toutes questions qui ont été soulevées dans les rencontres et qui sont des questions de fond puisqu'elles touchent le "pourquoi" même, la raison d'être de l'éducation populaire et ses objectifs.

b) les méthodes

Si tous s'entendent sur le fait que l'éducation populaire se fait dans et par l'action et plus spécifiquement pour certains, dans l'action de transformation, la question des méthodes est parfois posée par rapport à une éducation basée sur des intérêts de classe et qui mène à une lutte anti-capitaliste. La nécessité de bien connaître ceux à qui on s'adresse est souvent négligée. Il y a un mouvement de balancier entre l'option de partir de la réalité des gens et de leurs besoins, et celle de faire passer un message, deux options qui peuvent être considérées comme complémentaires plutôt que mutuellement exclusives. Quelle conception de l'éducation et quel message sont véhiculés par nos méthodes éducatives? Comment adapter nos méthodes et nos instruments au niveau de conscience des travailleurs? Quel dosage faire de l'immédiat, du ponctuel, d'une part, et du plus global, de l'autre? Comment élargir la préoccupation au-delà de l'immédiat, éveiller l'intérêt pour apprendre? Comment dépasser la formation technique ou le service et amorcer l'éducation politique? Comment lier les deux? Quelles suites assurer aux actions d'éducation?

c) les instruments

Les instruments pour entreprendre ce questionnement de façon logique et constructive sont rarissimes; il nous faut bâtir des grilles, nous donner des outils pour systématiser nos pratiques, pour faire des bilans. Par ailleurs, nos instruments éducatifs doivent aussi être examinés: théâtre, documents écrits, radio, etc. de façon à établir des points de repères pour leur élaboration et leur évaluation; servent-ils à renforcer ou à clarifier les préjugés? Nos méthodes de travail elles-mêmes (réunions, procès-verbaux, etc.) ne sont-elles pas également à ré-examiner?

.../4

3. REFLEXION... SUR LE ROLE DES PERMANENTS

a) par rapport à la base

La question du rapport entre les permanents (et les militants intellectuels qui jouent le rôle de formateurs) et la base préoccupe grandement les participants aux rencontres. On se rend compte que les choix d'orientations et d'actions sont faits par les permanents et que la prise en charge de l'organisme par sa base reste à faire un peu partout; un des problèmes à ce niveau est le quasi-monopole que détiennent les permanents sur l'information et la compétence technique. Quelle formation donner aux gens pour qu'ils prennent des positions de responsabilités et participent aux décisions et aux tâches? Comment, par quels mécanismes assurer la prise en charge continue de l'organisme par le milieu? Le mythe de l'expertise est à la fois suscité par les permanents et exigé par le milieu; comment partager la compétence technique et briser la dépendance? Comment concilier l'exigence de compétence technique et de rigueur avec la nécessité de rejoindre les gens sur leur terrain, avec leur langage et leur niveau de conscience? Comment briser ou partager la relation savoir-pouvoir avec la base? Comment identifier et tenir compte des différences culturelles entre les permanents et la base?

b) par rapport à l'organisme

La mobilisation revient souvent comme préoccupation mais plusieurs s'interrogent quant à son importance: est-elle une fin ou un point de départ? N'a-t-on pas souvent tendance à l'activisme en "se cherchant" une mobilisation à tout prix? Danger de bureaucratisme en mettant davantage l'accent sur une mobilisation pour maintenir une structure - celle de l'organisme - que sur l'action et l'éducation.

Les permanents s'identifient à l'organisme et identifient l'organisme à eux-mêmes. L'ambiguïté entre le rôle de permanent et le militantisme ajoute à la personnalisation qu'ils font de leur organisme et à la difficulté d'objectiver par rapport à leur rôle et leur action: parce que nos intentions sont bonnes et notre analyse juste, l'organisme doit faire telle chose... Il y aurait lieu de s'interroger de façon plus rigoureuse sur la nature, les possibilités et les limites d'un organisme en soi (ex. distinction à faire entre les groupes populaires et les groupes de ressources ou d'appui) pour évaluer ensuite ses moyens d'action, indépendamment des intentions personnelles des permanents. Enfin, le roulement et des militants et des permanents est un handicap sérieux au transfert des acquis à l'intérieur d'un même groupe.

.../5

4. ... ET SUR D'AUTRES QUESTIONS

a) le financement

Une très grande majorité des groupes engagés en éducation populaire au Québec reçoivent des fonds de l'une ou l'autre des ministères ou agences des gouvernements provincial et/ou fédéral; certains en reçoivent également de sources privées tels les Centraides ou les fondations religieuses. Un temps et une énergie considérables doivent être alloués à la recherche et à l'obtention du financement toujours plus limité des groupes.

Des questions importantes se posent quant aux conséquences de ce financement sur les groupes et sur leur action: quel est l'impact du financement par l'Etat de leurs activités? Quelle influence ce lien avec l'Etat a-t-il sur les groupes? Quelle autonomie est préservée par les groupes? Comment définir l'autonomie nécessaire et la concilier avec ce lien? Le problème du contrôle, à travers les normes, critères, contraintes administratives, etc., est soulevé, comme l'est celui de la récupération par l'Etat de leurs revendications et de leur action même. On se demande toutefois où commence le progrès - des victoires au niveau des revendications - et où commence la récupération: importance de distinguer. Des modes de financement alternatifs doivent être explorés.

b) les rapports entre les groupes

Enfin, l'importance de rompre l'isolement a été souligné à plusieurs reprises. Il s'agit de l'isolement dans l'espace: même situés à quelques milles l'un de l'autre dans une même ville, des groupes ont peu de contacts entre eux; et dans le temps: examiner les tentatives de regroupements passés pour voir ce qui les a permis comme ce qui les a fait éclater. Comment les groupes peuvent-ils se compléter et s'appuyer mutuellement? Comment profiter des acquis des autres?

5. LA DEMARCHE DE RELFEXION

Les interrogations et préoccupations qui précèdent apportent une réponse aux deux premières questions posées dans la lettre d'accompagnement du document de travail utilisé pour préparer les rencontres (voir p. 1). Pour ce qui est des deux autres, nous avons eu non des réponses mais des indications quant aux voeux des participants sur ces sujets.

.../6

L'échange d'information, d'instruments, de documents entre les groupes a été vu à peu près partout comme une nécessité. On souhaite que l'ICEA fasse connaître les expériences et démarches de réflexion qui se font dans d'autres régions. On veut savoir quel travail se fait ailleurs avec des populations semblables.

Il est important pour tous que le travail de réflexion soit lié aux pratiques concrètes, et, spécifiquement, aux pratiques d'éducation populaire. On veut discuter de thèmes précis, partir des pratiques et en sortir l'essentiel (théorie), pour arriver à bâtir des instruments qui non seulement servent aux permanents mais rejoignent également la base. La continuité dans le travail de réflexion et dans les questions est exigée: on ne veut plus éternellement recommencer à zéro, il faut partir des acquis à ce niveau, approfondir la réflexion déjà amorcée par certains et faire un travail rigoureux suivi. L'accent devrait être mis sur du travail de petits groupes et en régions plutôt que de tenter des réunions provinciales: ces dernières font perdre beaucoup de temps en déplacements et en "mise à jour" de l'information sur les différentes situations régionales. Les participants à ces petits groupes y viendraient d'organismes mais n'y seraient pas comme porte-parole et accepteraient de faire du travail de préparation entre les réunions. On demande enfin que les contraintes techniques et budgétaires de l'ICEA aient le moins d'impact possible sur ce travail.

Monique Ouellette
Chargée de projet

6 mars 1980

PROPOSITION D'ACTIONS

DE L'ICEA

Une des constatations notables faite dans le cadre de cette consultation porte sur les différences de cheminement de chaque région. Les interrogations et les préoccupations se rejoignent sensiblement, mais il est clair que la façon d'y répondre est envisagée et/ou entreprise différemment selon les régions, ce dont l'ICEA doit tenir compte dans sa proposition de travail.

a) QUEBEC

Les organismes de la région de Québec ont commencé une démarche collective de réflexion sur leurs pratiques qu'ils souhaitent continuer entre eux; ils ont toutefois exprimé le désir d'être tenus au courant des démarches qui se font ailleurs au Québec dans le même sens de même que sur des expériences étrangères qui peuvent être pertinentes.

ACTION DE L'ICEA: échange d'information et de documents

b) ACADIE

Le travail que fait le Conseil régional d'aménagement du Nord (CRAN) au Nouveau-Brunswick, avec des femmes chefs de familles est celui sur lequel cet organisme aimerait pouvoir échanger avec des groupes québécois engagés dans de domaine. Des stages d'échanges réciproques pourraient être organisés avec des organismes québécois travaillant sur la consommation de même qu'avec des associations de familles monoparentales. Des sondages informels faits en ce sens montrent un intérêt véritable de part et d'autre; il s'agira de formaliser les démarches pour mettre ces stages en branle.

ACTION DE L'ICEA: organisation des stages d'échanges.

c) SHERBROOKE

La Table ronde des OVEP de l'Estrie organise un colloque sur l'éducation populaire pour le mois d'avril et compte demander à l'ICEA de lui fournir une personne-ressource pour participer à sa préparation. Les groupes y seraient également intéressés à rencontrer des groupes d'autres régions qui travaillent avec des populations semblables et ont des préoccupations similaires de même que des visiteurs de l'étranger, leur expérience à ce niveau s'avérant très positive.

ACTION DE L'ICEA: servir de personne-ressource

.../2

d) HULL

Aucune proposition précise d'action n'est ressortie des deux rencontres tenues dans cette région, bien qu'un certain intérêt ait été exprimé pour une démarche autonome à entreprendre. Nous croyons que l'initiative doit être laissée à la Table-ronde, tout en étant prêt, à l'ICEA, à jouer un rôle de personne-ressource si le désir en est exprimé par la Table.

ACTION DE L'ICEA: à déterminer

e) MONTREAL

C'est dans cette région que s'est manifesté l'intérêt pour des groupes de travail restreints axés sur des thèmes précis et les creusant de façon systématique et rigoureuse en partant de pratiques concrètes. Toutefois, il s'agit là d'un travail de longue haleine qui engagerait l'ICEA sur une période qui dépasserait l'année en cours (assemblée générale en juin). Comme des interrogations se posent présentement par rapport au rôle que l'Institut doit jouer pour être le plus utile possible, entre autres aux groupes populaires, l'équipe interne préfère mettre en suspens les activités de ce genre jusqu'à ce qu'une consultation sur son rôle qui sera proposée à son conseil d'administration à la fin du mois, ait été effectuée.

ACTION DE L'ICEA: en attente

Par ailleurs dans la mesure de ses moyens, l'ICEA s'efforcera de tenir les différentes régions au courant des efforts de réflexion avec lequel il sera en contact et de faire le lien avec le travail sur des sujets connexes.

6 mars 1980.

Pour information, suggestions, commentaires, etc.: Monique Ouellette à l'ICEA, (514) 842-2766.

ANNEXE 1

LISTE DES PARTICIPANTS A LA CONSULTATION DE L'ICEA

La consultation se faisant dans une période de temps assez brève et à travers de courtes sessions de travail, il était impossible, dans la région de Montréal à tout le moins, d'inviter l'ensemble des organismes oeuvrant dans le domaine de l'éducation populaire. Les invitations ont donc été limitées à un échantillonnage de groupes, établi sur la base de la représentation du plus grand nombre possible de secteurs d'intervention. Quatre des groupes invités ont décliné, faute de temps; il s'agit du Centre de formation populaire, du Carrefour d'éducation populaire de Pointe-St-Charles de la clinique communautaire de Pointe-St-Charles et des Editions du Remue-ménage. Les trois premiers ont toutefois indiqué leur intérêt et demandé d'être tenus au courant du dossier et recevoir la synthèse des rencontres. Deux autres n'ont pas donné de nouvelles après l'invitation initiale: la Coordination nationale pour l'avortement libre et gratuit et l'Association québécoise pour la défense des retraités et pré-retraités (dont le congrès tombait à quelques jours de la rencontre).

A Sherbrooke et à Québec, l'invitation a été faite avec la collaboration de personnes de la région. A Hull, l'exécutif de la Table ronde des OVEP, représentant une vingtaine d'organismes, a été consulté directement, de même que deux groupes de la région qui ne sont pas membres de la Table.

En tout, 39 groupes (55 personnes) ont été consultés dans le cadre même du sondage. De plus, quatre groupes ont participé à une rencontre sur l'alphabétisation et ont fait part à l'Institut de leurs interrogations et préoccupations quant à leur travail d'éducation.

1. REGION DE MONTREAL

- Association des locataires de Longueuil
- Association du personnel domestique
- Association pour la défense des droits sociaux (Mercier)*
- Au bas de l'échelle (travailleurs non-syndiqués)
- Carrefour des associations de familles monoparentales du Québec
- Carrefour international (2 représentants)
- Centre international de solidarité ouvrière
- Centre interculturel Monchanin

.../2

- Centre portugais de référence et de promotion sociale
- Fédération des ACEF
- Groupe de recherche technique sur l'habitation*
- Maison d'Haïti
- Office des droits des détenus
- Regroupement provincial des garderies à but non-lucratif
- Société pour vaincre la pollution
- Solidarité Québec-Amérique latine*
- Théâtre de Quartier

Egalement, pour leur travail en rapport avec le sujet:

- Suzanne Biron
- Colette Châtillon*
- Diane Gariépy*
- Claudette Rodrigue*

2. REGION DE QUEBEC

- Association pour la défense des droits sociaux du Québec-métropolitain
- Au coup de main (coop. d'habitation - 2 représentants)
- La Butte à moineaux (garderie)
- Comité des citoyens du quartier St-Sauveur
- Coopérative d'habitation la Providence (3e âge - 2 représentants)
- Coopérative St-Gabriel (logement)
- Droit de parole (journal populaire)
- Mouvement d'action populaire de Limoilou
- Société action-chambreurs de Québec

Egalement:

- Hubert Fortin (Education populaire, CEGEP de Limoilou et Conseil d'administration de l'ICEA) qui a organisé la rencontre.

3. REGION DE SHERBROOKE

- Accents (2 représentants)
- ACEF
- Comité des travailleurs accidentés
- Théâtre du Cent-neuf
- Vidéomonde

Egalement:

- Centraide-Estrie (contrôlé par les groupes populaires de la région) qui a organisé la rencontre

.../3

- *Normand Bengle* (Faculté d'éducation, Université de Sherbrooke et Conseil d'administration de l'ICEA).

4. REGION DE HULL

- Exécutif de la Table-ronde des OVEP (5 représentants d'une vingtaine d'organismes)
- Association des travailleurs accidentés (2 représentants dont *Louis Ménard*, du Conseil d'administration de l'ICEA)
- Dispensaire des citoyens de l'Ile de Hull

5. ACADIE

- CRAM* (lors du passage d'*Euclide Chiasson* à Montréal)

Les noms indiqués en italique sont membres de l'ICEA.

* Indique les groupes ou les individus qui ont déjà participé à des activités de l'Institut relativement à la réflexion sur l'éducation populaire.

ANNEXE 2

DOCUMENT DE TRAVAIL
Pour information et commentaires

LA REFLEXION SUR L'EDUCATION POPULAIRE: UNE PROPOSITION D'ACTION POUR L'ICEA

Depuis janvier 1974, l'ICEA a organisé une série de séminaires regroupant des éducateurs populaires désireux de discuter de leur travail dans les syndicats et les groupes populaires. Cinq rencontres de ce genre ont eu lieu au Québec, et deux à l'extérieur (Acadie et Toronto). Si les discussions ont été de qualité inégale, une série de questions ont cependant été abordées et certains thèmes creusés plus systématiquement: une lecture des rapports de certaines de ces rencontres le démontre clairement. Par ailleurs, l'éducation populaire autonome a également fait l'objet des débats d'un atelier aux Assemblées générales de l'ICEA, en particulier à celles de juin 1978 et 1979.

Le texte qui suit reprend l'essentiel des interrogations soulevées depuis décembre 1977 dans les séminaires et les ateliers de l'Assemblée générale, de même que certains points apportés par les panelistes du débat de juin dernier ("L'éducation permanente, les classes populaires y trouvent-elles leur compte?") et qui sont directement pertinents au travail de réflexion sur l'éducation populaire. Il s'agit ici de montrer le sens de ces interrogations, les besoins qu'elles traduisent en termes de réflexion et d'instruments de travail, et les difficultés rencontrées dans l'amorce d'une réflexion collective que l'Institut a mandat d'aider et d'appuyer.

Suite à ce tour d'horizon des interrogations et des préoccupations des syndicats et groupes populaires sur leur travail éducatif, des propositions quant au rôle de l'ICEA seront présentées de même qu'une hypothèse de démarche pour traduire ce rôle concrètement.

Avant, toutefois, d'entreprendre le tour d'horizon des questions posées par un certain nombre de groupes, il convient de rappeler que l'éducation populaire se situe dans la perspective de la lutte idéologique globale menée également par rapport aux institutions d'enseignement, aux moyens de communication de masse, à tous les

.../2

appareils qui servent à transmettre l'idéologie dominante.

L'éducation populaire est la forme spécifique d'éducation que se sont donnés les milieux populaires pour répondre à des besoins que les appareils de la minorité dominante négligent et même répriment. Axée sur l'action et l'organisation autonome, l'éducation populaire exprime à la fois le refus de conditions actuelles de vie (groupes populaires) et de travail (syndicats) et le désir de les transformer pour les rendre plus conformes aux besoins de ces milieux. Elle est donc critique de la réalité et de sa justification (idéologie) et alternative créatrice dans sa recherche et sa mise en oeuvre, si limitée soit-elle, de nouvelles formes de relations sociales plus égalitaires de même que dans des pratiques éducatives directement reliées à la réalité des milieux qu'elle dessert.

Son insertion dans la lutte idéologique se fait donc tant au niveau de la critique de l'idéologie dominante, telle qu'elle se traduit concrètement dans la vie et le travail des milieux populaires, qu'au niveau pratique de revendications, de luttes pour le changement, de création d'institutions autonomes et d'une réflexion sur la réalité basée sur les intérêts de ces mêmes milieux.

Il est donc important, pour l'ICEA de collaborer et d'appuyer cette éducation en contribuant à son développement, sa systématisation et à sa légitimation.

1. QUESTIONS ET PREOCCUPATIONS EN EDUCATION POPULAIRE AUTONOME

a) Les méthodes éducatives

La prise de conscience de l'importance des méthodes éducatives est un des progrès importants des quelques dernières années en éducation populaire, tant dans les syndicats que les groupes populaires; alors qu'on prenait pour acquis la "justesse" de son éducation du fait de la "justesse" de ses objectifs, ou au contraire, leur erreur, on en vient à se rendre compte que la cohérence entre les deux n'est pas automatique. Bien plus, les discussions des séminaires visaient précisément à identifier ce qui, dans nos pratiques éducatives*, va à l'encontre de nos objec-

---

* Les "méthodes" font référence aux activités d'éducation populaire, au "comment" de l'éducation, alors que les "pratiques" (qui incluent les méthodes) touchent aussi l'organisation interne, la répartition du pouvoir et des tâches, etc. La division est axée sur des besoins fonctionnels pour la discussion et ne prétend à aucune orthodoxie ni linguistique ni scientifique. - Pratiques d'éducation populaire, rapport de séminaire, octobre 1978, p. 15.

.../3

tifs de démocratisation, d'autonomie et de pouvoir des gens avec qui nous travaillons.

Les postulats de base qui sous-tendent nos pratiques éducatives sont remis en question ou, du moins, interrogés: "rendre explicite le projet politique sous-jacent et le confronter à notre projet politique déclaré", confronter le "projet politique explicite et la réalité des relations dans le processus d'apprentissage" (mars 1978). "Quel projet politique portent nos interventions?" (octobre 1978). Cette interrogation globale est fondamentale; on se rend compte que l'éducation existe en soi, qu'elle n'est pas neutre, et qu'elle doit être examinée lucidement pour s'assurer qu'elle ne sert pas finalement à renforcer l'idéologie dominante. Elle n'est pas confondue à l'action dans laquelle elle s'insère; elle est reconnue comme un instrument qu'il faut analyser et évaluer pour l'utiliser à bon escient.

A cette question globale se rattachent une série d'autres questions ou sous-questions qui servent à la concrétiser: quelles sont les différentes pratiques et différentes méthodes utilisées ici et à l'étranger, en éducation populaire? comment partir d'une lutte locale sur un problème précis pour aller vers du plus général? (décembre 1977). Quel respect les éducateurs populaires ont-ils de la démarche des gens? (mars 1978). Quelle connaissance du milieu d'intervention les formateurs ont-ils? Quel accent est mis sur l'apprentissage plutôt que sur la formation? (octobre 1978). Le processus d'apprentissage n'est pas assez connu ni creusé, ce qui nous empêche de dépasser le simple enseignement. Nos pratiques sont encore trop scolaires (colloque 1979). Nous tendons à reproduire la formation reçue (assemblée générale 1978). Notre éducation est improvisée, pas assez organisée, systématisée; il y a beaucoup d'amateurisme, de spontanéisme (octobre 1978 et colloque 1979). Elle manque de rigueur, nos expériences manquent de systématisation, ce qui pourrait nous permettre de les analyser et de corriger nos pratiques (assemblée générale 1979).

b) Les intervenants

Des interrogations sont posées aussi relativement aux intervenants: quelles relations sont établies entre eux et les participants? (mars 1978). La relation en est une de sujets à objets, une d'inégalité où l'on parle d'enseignés plutôt que de participants (colloque 1979). Quel fossé culturel existe entre les intervenants et les gens du milieu? Comment se traduit-il dans nos méthodes? (mars 1978). Quel décalage entre le milieu et les intervenants? Quelle sorte de dynamisme suscite-t-il? (décembre 1977). Quelle importance est accordée à la formation de formateurs du milieu? Quel rôle jouent les intervenants - missionnaires, experts, etc.? (décembre 1977, octobre 1978, colloque 1979).

.../4

c) Les instruments de réflexion

Les éducateurs populaires ressentent le manque d'occasion et de lieu pour discuter de pratiques et de méthodes d'éducation populaire (1) (décembre 1977, juin 1978) et surtout, ils manquent d'outils pour les aider dans leur réflexion. Ce manque d'instruments de travail s'est fait vraiment sentir lors des préparations des différents séminaires. Il est par ailleurs clairement ressorti au séminaire d'octobre 1978 la difficulté de distinguer entre des bilans d'action et des analyses ou des évaluations de méthodes d'éducation. La création d'instruments de critique et d'auto-critique avait été proposée (mars 1978) mais les résultats de l'expérience sont limités. On ressent le besoin de tels instruments mais le manque d'expérience dans le domaine allié à l'absence de systématisation et, de là, à la faiblesse théorique, rendent le travail difficile: par où commencer? Quelles questions poser pour poser quelles questions?

d) L'organisation

Au niveau de l'organisation, enfin, des préoccupations sont également apportées qui touchent directement ou indirectement les pratiques d'éducation populaire. Le problème du financement par l'Etat et les effets de récupération et d'intégration ont été considérés comme suffisamment importants par les OVEP pour demander à l'ICEA une étude en bonne et due forme sur le sujet (novembre 1978). Les liens entre le mouvement syndical et le mouvement populaire sont posés comme une nécessité tant au point de vue de la stratégie d'action qu'à celui de l'éducation elle-même: chacun ignore ce que l'autre fait, malgré le recoupement des populations rejointes, des objectifs généraux semblables et une complémentarité des domaines d'intervention (travail et milieu de vie). Quel travail d'éducation est fait dans chacun des mouvements? Comment? Quel échange peut-il y avoir? (mars 1978, juin 1978). On se demande également pourquoi le mouvement populaire n'a pas réussi à atteindre un degré de permanence, de cohésion et de force semblables à celui du mouvement syndical (juin 1979). La question des alliances se pose à l'intérieur même du mouvement populaire: le cloisonnement des organismes est grand, comment le briser? sur quelle base? (décembre 1977). Finalement, le bureaucratisme - qui fait perdre de vue les objectifs généraux et les problématiques qui sous-tendent l'action - a été souligné comme un des défauts qui affectent l'éducation populaire (décembre 1977, colloque 1979).

---

(1) Certains groupes tentent de remédier à cette absence de lieu en voulant donner aux tables régionales axées sur le financement des OVEP, de même qu'au Comité de coordination des OVEP un rôle de lieu de réflexion sur l'éducation populaire, rôle que la plupart de ces instances sont incapables d'assumer sans risque d'éclatement.

2. LE ROLE DE L'ICEA

Il était nécessaire de dresser cette longue liste des préoccupations des organismes d'éducation populaire pour nous aider à bien saisir le sens de leur recherche et surtout, pour assurer une continuité dans la réflexion. Car le manque de continuité est une des difficultés à ce niveau: plusieurs de ces interrogations ont été posées à d'autres moments et certains organismes (ex. l'ex-CACO - Centre d'animation de culture ouvrière) les ont creusées avec beaucoup d'attention. Mais les résultats ont rarement été consignés et/ou diffusés de façon systématique, du moins au point de parvenir à ceux qui se posent les mêmes interrogations aujourd'hui.

L'absence d'un lieu, d'un organisme qui se soit chargé de mettre en présence différents groupes, syndicaux et populaires, et d'assurer une continuité de la réflexion et une diffusion systématique des résultats a été, à mon sens, une des difficultés majeures qui a entraîné cet isolement - dans l'espace et dans le temps - des réflexions sur l'éducation populaire.

Un premier volet du rôle de l'ICEA peut donc être d'assurer la continuité et la diffusion systématique de la réflexion sur l'éducation populaire. D'où la nécessité de tenir compte des interrogations posées antérieurement (et reprises dans la première partie de ce texte). Nous avons une très grande tendance à chercher de nouvelles questions et laisser de côté les anciennes sans les résoudre, comme nous avons tendance aussi à laisser tomber des méthodes ou des pratiques sans évaluation sérieuse: la recherche de la nouveauté tant dans les questions que dans les pratiques tient lieu de réflexion et nous condamne tant à recommencer sans cesse les mêmes erreurs qu'à reposer les mêmes questions à intervalles plus ou moins espacés.

Par ailleurs, cette fuite vers la nouveauté dans les questions illustre la difficulté que nous avons de nous attaquer à l'analyse et à l'évaluation de nos pratiques éducatives. Les deux derniers séminaires de l'ICEA ont fait ressortir cette difficulté de façon évidente. Notre pratique a été peu systématisée et nous manquons par conséquent d'outils et d'instruments de travail pour commencer à la systématiser. Un premier pas dans ce sens sera accompli sous peu avec la publication, par l'ICEA, de documents faits au Brésil par le groupe NOVA et qui servent là-bas d'instruments d'analyse et d'évaluation; ils sont assez théoriques, tout en étant compréhensibles, pour nous mettre sur des pistes utiles pour arriver à créer nos propres instruments. C'est là un deuxième volet du rôle de l'ICEA: celui de favoriser, en faisant connaître les acquis des groupes ici et à l'étranger et en la suscitant, la création et la diffusion d'instruments visant à aider les groupes à analyser et à évaluer leur action éducative sur la base de critères objectifs.

.../6

Il ne s'agit pas ici de grilles technocratiques mais de questions concrètes qui aideront à déterminer si nos pratiques sont cohérentes avec nos objectifs explicites et permettent réellement de les atteindre ou si, au contraire, elles ne font que renforcer l'idéologie dominante.

Le troisième volet du rôle de l'ICEA nous a été tracé depuis 1974 et réitéré à la dernière assemblée générale dans le programme de travail: celui d'organiser des rencontres entre groupes d'éducation populaire (syndicaux et non syndicaux) dans le but de permettre des échanges et pousser la réflexion sur leurs pratiques. Pour cette année, plus précisément, le mandat est d'organiser une "rencontre-confrontation" entre des groupes de quartier (axés sur les conditions de vie) avec lesquels l'Institut est en lien depuis plus longtemps et des groupes plus nouveaux (axés sur la défense et la promotion de droits) de façon à permettre à chacun d'apprendre qui de l'expérience de l'un, qui de la créativité de l'autre.

3. UNE HYPOTHESE DE DEMARCHE

Par le passé, la préparation des séminaires - et tout particulièrement des deux derniers - s'est heurtée elle-même au problème de l'absence d'instruments de travail; les comités de préparation en arrivaient inévitablement à entreprendre les discussions des séminaires et s'auto-censuraient pour éviter de les court-circuiter. Par ailleurs, aux séminaires mêmes, surtout celui d'octobre 1978, le résultat était que les discussions touchaient un grand nombre de questions sans en creuser aucune de façon rigoureuse, faute de discussions préalables qui auraient donné des pistes pour les creuser.

Pour éviter une répétition de ces demi-démarches extrêmement frustrantes, je suggère que le comité qui travaillera à la réflexion sur les pratiques d'éducation populaire avec mandat de préparer la rencontre-confrontation amorce activement la réflexion proprement dite.

Pour cela, il pourra choisir des thèmes qu'il trouve particulièrement pertinents aux questions actuelles et susceptibles d'apporter des pistes créatrices de réflexion pour la rencontre-confrontation, et commencer à les creuser lui-même de façon systématique. L'objectif immédiat serait de fournir aux groupes des ébauches d'instruments de travail qui pourront être discutés, dans les groupes, retravaillés à partir de ces discussions et d'échanges d'expériences pour être ensuite publiés et diffusés le plus largement possible.

.../7

Concrètement, le comité pourrait se diviser en sous-groupes (éventuellement s'adjoindre des gens de l'extérieur) autour de thèmes précis (ex. l'analyse, l'évaluation en éducation populaire, les documents écrits, créés et utilisés en éducation populaire; la critique et l'autocritique, etc.) et travailler à l'élaboration d'instruments, de grilles sur ces différents thèmes. Les démarches seraient différentes selon les sous-groupes et plusieurs possibilités peuvent être envisagées: analyse d'une activité éducative spécifique sur place dans un syndicat ou un groupe populaire et avec lui, recherche de textes relatifs à des expériences précises, création d'un instrument à partir des discussions d'un sous-groupe lui-même, analyse critique de documents, etc. Une autre démarche éventuelle consisterait dans la rencontre de groupes oeuvrant dans un domaine plus récemment ouvert (ex. l'éducation populaire des groupes sur la condition des femmes) pour échanger sur leurs pratiques, faire le point et en tirer un bilan. Le dosage du travail théorique (réflexion critique sur l'action) et du travail pratique sera vital si l'on veut en arriver à dépasssr le vécu de nos pratiques et prendre un recul vis-à-vis elles pour les analyser objectivement et les faire avancer.

Ces sous-groupes se réuniraient au besoin et le comité ferait le point, périodiquement tenant compte de la nécessité de préparer la rencontre-confrontation. Son rôle en serait un d'orientation et de coordination de l'ensemble du travail, de même que de préparation d'une rencontre plus large qui pourrait se tenir en mai 1980.

EN CONCLUSION

Ainsi donc, tout en préparant les discussions d'une rencontre plus large, le comité amorcerait la réflexion et en consignerait les résultats préliminaires dans des instruments de travail qui seraient évalués et critiqués dans les groupes avant de servir à la rencontre elle-même, et d'être finalisés pour diffusion large. Son travail serait basé sur les interrogations cumulatives des groupes au cours de ces dernières années et viserait à les systématiser pour permettre aux éducateurs populaires de trouver des réponses qui les fassent progresser avant de passer à de nouvelles questions.

Une telle démarche jetterait les bases d'une recherche systématique et continue et fournirait une première série, si limitée soit-elle, d'instruments de travail dont le besoin a été maintes fois exprimé. Elle serait en outre élargie à un grand nombre de groupes par la rencontre-confrontation et la publication de ses résultats.

.../8

Ce texte est soumis pour discussion, modification, suggestion, etc. afin de mettre en branle une démarche qui soit la plus utile possible aux éducateurs populaires.

Monique Ouellette
Chargée de projet

22 octobre 1979